



LA FEDERATION COMMUNIQUE

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

VERS UN OLIGOPOLE RENFORCÉ

Le ministre de l'industrie, Roland Lescure, a annoncé un énième plan de 500 millions d'euros, pour venir au secours des industries agroalimentaires. « Déficit de compétitivité » « nous avons trop de petites entreprises », le tableau noir dressé par le ministre ne vise qu'à accélérer la concentration du capital agroalimentaire pour renforcer l'oligopole formé par les grands groupes.

L'industrie agroalimentaire est passée du 2^{ème} au 6^{ème} rang des exportateurs agroalimentaires mondiaux en quelques années. Notre excédent commercial agroalimentaire ne repose plus que sur deux secteurs, les céréales et les vins et spiritueux. Les aides précédentes étaient déjà dédiées au renforcement de la compétitivité des entreprises et au gain de parts de marché à l'export. Est-ce un problème de compétitivité ? Les entreprises ne se portent pas si mal que veut nous le faire croire le ministre. Selon les chiffres de l'Insee, le taux de marge (excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée) des entreprises agroalimentaires a augmenté de quinze points et atteint son plus haut niveau depuis quinze ans à 44,7 %. Ces chiffres sont l'illustration de l'échec patent des stratégies patronales qui mettent à mal le potentiel industriel national pour enrichir une minorité. Comment analyser autrement la présence de multinationales, françaises ou à capitaux étrangers, comme Mondelez, Danone, Nestlé, Unilever, Bel, Lactalis, Ldc, Bigard..., dont on ne peut nier la solidité financière, qui ne concourent pas à garantir une alimentation saine et diversifiée et à construire des coopérations internationales solidaires ! Qu'apportent ces transnationales à l'économie nationale et aux populations ?

La « reconquête industrielle » à la sauce Macron, objectif affiché du plan France Relance pour la défense d'une souveraineté alimentaire nationale et des gains de parts de marché à l'international, aux forts relents de colonialisme, n'a aidé qu'à augmenter les marges des grands groupes agroalimentaires.

Et ils enfoncent le clou ! Le « nous avons trop de petites entreprises », asséné par le ministre, est clair. L'objectif du gouvernement et du patronat est de renforcer encore la concentration du capital agroalimentaire, alors que les 20 premières entreprises agroalimentaires en France réalisaient déjà 73 % du chiffre d'affaires du secteur en 2019. Cette concentration, avec son cortège de restructurations et de licenciements, se fera au détriment du potentiel agricole et industriel, de la diversité des produits alimentaires et de leur qualité. Les aides financières pour l'agriculture et l'agroalimentaire, qui atteignent 2,3 milliards d'euros pris sur nos impôts, se multiplient pour enrichir une caste de privilégiés. Et gouvernement et patronat poursuivent la même politique !

Contrairement à ce que soutient le ministre de l'industrie, il est du rôle de l'État d'imposer une maîtrise nationale des diverses branches agroalimentaires et une appropriation sociale des moyens de production dans un secteur stratégique comme l'alimentation. Il doit garantir l'accès de toutes et toutes à une alimentation saine et diversité par l'augmentation sensible des salaires et des droits nouveaux d'intervention pour les travailleurs.

Montreuil,
Le 13 mars 2023